

## La cohésion sociale

Le contrat social est un pacte d'association où l'individu décide d'abandonner l'état de nature pour se constituer en corps social. Les doctrines de cette notion sont apparues au Moyen-Âge et ont culminé avec JJ Rousseau avant d'entamer leur déclin au XIX<sup>e</sup> siècle. Indissociables de l'idée de nature elles considèrent que la société et l'Etat ne sont pas des phénomènes naturels mais le résultat d'une création humaine et volontaire.

La formulation la plus aboutie de ce contrat (JJ ROUSSEAU 1761) décrit un modèle politique rendant les individus aussi libres en société que dans l'état de nature, et où chacun s'unit à tous. Le contrat est passé avec la communauté qui devient souveraine et qui exprime la volonté générale. Cette dernière vise le bien général au-delà des intérêts particuliers.

### **Le contrat social engendre la cohésion sociale.**

Notre V<sup>e</sup> République s'appuie sur des principes philosophiques et politiques issus des 3 notions fondamentales que sont l'idéal républicain, la démocratie et le contrat social, lesquels réunissent ces valeurs essentielles et chères au peuple de France que sont la liberté, l'égalité et la fraternité.

- L'idéal républicain détermine un espace public commun à tous régi par un champ de lois applicables à chaque individu : "Chacun est soumis à la Loi pour le bien de Tous".

- La démocratie, fondement principal de notre V<sup>e</sup> République, est strictement définie à l'article premier de la Constitution qui la caractérise comme "indivisible, laïque, démocratique et sociale"

- Quant au contrat social, socle de la cohésion de la société, il est donc ce pacte implicite liant les citoyens à l'État sur un principe très simple : **en échange de leur liberté, les citoyens acceptent de se soumettre aux lois, à condition que l'État assure leur sécurité, leur santé et rende la justice en leur nom.** Ce contrat, fondement même de la civilisation, est rompu lorsque l'État ne respecte plus la règle et ne protégeant plus le citoyen celui-ci ne peut le considérer que comme étant illégitime.

### **Qu'est-ce que la société ?**

- pour le philosophe Pierre Bourdieu l'espace social est un espace construit comme une structure de positions définies par la place qu'elles occupent dans la distribution d'une espèce particulière de capital. Il oppose ainsi les catégories socio-professionnelles les plus favorisées et les catégories sociales les moins favorisées en se basant sur 3 concepts : capital économique, capital culturel, trajectoire sociale.

- J.B.E. Goldstein dans son livre "Théorie et Pratique du Collectivisme Oligarchique" présente une distinction plus simple à appréhender :

- L'élite (\*) dirigeante du collectivisme oligarchique commande le reste du corps social ; elle n'effectue que des tâches intellectuelles et abstraites, bureaucratiques et de représentation et jouit de privilèges interdits aux deux autres classes.

- La classe moyenne regroupe, en grande partie, les individus capables et intelligents de l'ensemble de la société, mais qui n'ont pas accès à l'élite ni à aucun de ses privilèges (même si ces intelligences et capacités pourraient, à elles seules, amplement justifier cette promotion). Cette classe est destinée à organiser la vie sociale de l'ensemble de la société, les élites y comprises, en assumant des rôles et des tâches, par exemple, de policier, greffier, journaliste, cadre subalterne, médecin, chef de service, scientifique, architecte, instituteur...

- la classe inférieure est composée des exécutants dédiés à la production.

### **Quelle société aujourd'hui ?**

On ne peut qu'en constater l'état de dégradation par la croissance persistante des inégalités et l'attrait de l'individualisme généré par un réflexe de protection personnelle induit par un esprit d'auto-défense.

Un sondage établi en 2013 a montré que près des 2/3 des Français pensaient que la cohésion sociale s'était sérieusement dégradée avec une part de population défavorisée toujours plus conséquente. Au-delà de l'espérance d'une progression dans l'échelle sociale, de nombreux citoyens déplorent le fait de ne plus arriver à simplement sauvegarder la place qu'ils occupent dans la société. La classe des élites poursuit son ascension en imposant toujours plus de contraintes aux classes subordonnées, paupérisant la classe moyenne et entraînant les classes inférieures vers une forme de "tiers-mondisme" intolérable. Les diverses politiques de soutiens ne parviennent pas (volontairement ?) à corriger les inégalités accroissant ainsi d'autant plus les dommages du contrat Etat-citoyen détruisant ainsi la cohésion sociale qu'elles sont supposées défendre.

Le citoyen français ne se reconnaît plus dans cette société soumise en permanence à la contraction du marché de l'emploi et la précarisation du travail, l'augmentation des coûts dans l'immobilier (locations et acquisitions) liée à la ségrégation urbaine associée à la prégnance des discriminations, la croissance exponentielle de l'insécurité, l'incompréhension, voire l'indifférence de la classe politique paraissant tellement éloignée de la préoccupation du citoyen, des rendus de justice parfois incompréhensibles, la dégradation conséquente du système de santé, sans négliger une immigration facteur de luttes idéologiques ....La fracture entre l'Etat et le citoyen s'accroît en permanence entraînant une fragmentation accrue de la société française.

La responsabilité des pouvoirs publics est prépondérante dans cet état de fait mais il n'en reste pas moins que le découragement du citoyen ne fait qu'aggraver la situation. Voilà qui constitue pour les pouvoirs publics une chute de confiance mais surtout un défi renouvelé dans un contexte où les anciens repères s'estompent et déstabilisent la cohésion sociale. La mission des mandataires politiques serait de répondre aux attentes et aux besoins des citoyens les plus vulnérables, de renforcer les dispositifs de prévention et de trouver de nouvelles modalités d'action contre les conséquences. Mais visiblement ils n'en ont pas les moyens ou pire, en-ont-ils la volonté ?

L'homme, selon Rousseau est naturellement bon, c'est la société, telle qu'elle est, qui le corrompt.. Pour lui, la liberté individuelle, réclamée par Montesquieu ou Voltaire, ne peut être que la conséquence de la souveraineté de la nation et de l'égalité politique.

**Il décrète le droit à l'insurrection si le contrat social est violé.** Nous sommes parfaitement conscient que nous ne pouvons plus désormais nous fier à la classe politique dominante et que le rôle du citoyen est de changer le modèle politique pour un véritable renouveau de la démocratie.

C'est donc la société qu'il faut reconstruire ! Et c'est au citoyen de prendre en charge le renouveau démocratique que nous confère notre constitution dans son article 3 "La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice".

Nous n'avons plus rien à attendre des pouvoirs exécutif et législatif, responsables de cet état de dislocation de la société française. Nous, citoyens, avons le devoir de nous prendre en charge et reconstruire un modèle de société qui respecte les valeurs essentielles de notre civilisation : liberté, égalité, fraternité.

Il y a différentes solutions dont chacune porte du positif et du négatif d'où la nécessité d'un débat pour en extraire un consensus équitable pour la plus grande majorité. . Les principales atteintes à ces valeurs sont la soumission à l'oligarchie financière dans laquelle nous sommes entraînés depuis le départ du général De Gaulle visant à vassaliser notre pays, notre Nation(\*\*), nous asservir pour la servir.

Bien au-delà de la démission de nos politiques dans la défense de la France il existe une force cachée agissant habilement au travers d'individus formés et manipulés occupant des responsabilités de haut niveau dans de nombreux pays dont le notre fait malheureusement partie. Le sujet est trop vaste et trop complexe pour être développé ici mais il faut prendre conscience d'un point essentiel et fondamental c'est que tout doit venir de la base, de la volonté citoyenne de retrouver une France digne et équitable dans laquelle chacun d'entre nous retrouvera égalité des chances et libertés conquises par le sang de nos Anciens dans une république démocratique.

Il existe de nombreux mouvements dont les projets ne sont pas forcément concordants sur tous les points mais qui ont le mérite d'exister et d'avoir un point commun la défense de nos valeurs civilisationnelles et républicaines. Chacun doit s'en rapprocher suivant ses propres critères d'appréciation et s'efforcer de lutter contre cette dictature qui s'impose insidieusement dans notre pays et nous soumet à une totale perte de souveraineté pour le noyer dans une Europe fédérale dirigée par une technocratie bruxelloise à la solde de cette oligarchie financière qui s'arroge par le pouvoir de l'argent le droit de disposer des peuples.

Gérard Emile (Nov. 2024)  
laplumeducitoyenorg.wordpress.com

D'après le Dictionnaire de l'Académie Française :

- (\*) le substantif "élite" est issu de "eslite" employé au XII<sup>e</sup> siècle pour signifier l'action de choisir, le choix, avec une forme féminine substantivée d'"eslité" signifiant "distingué, parfait". Nos académiciens définissent le terme élite par l'ensemble de ceux qui, dans un groupe, une société, sont considérés comme les meilleurs, capables de se distinguer par leurs mérites.

Employé sous la forme d'une locution ou d'un adjectif "d'élite" serait celui qui par ses qualités exceptionnelles, domine les autres, supérieur.

Si ce terme peut être employé pour des personnages de la société civile capables d'être de grands chefs d'entreprises, de grands penseurs et scientifiques il est préférable de l'éviter pour qualifier une quelconque catégorie d'individus s'agitant désespérément dans le bocal de l'univers politique qui dispose de tous les pouvoirs pour mener la France.

- (\*\*) a) - Ensemble de personnes établies sur un territoire et unies par des caractères ethniques, des traditions linguistiques, religieuses, etc

b) - Ensemble des personnes formant la population d'un État déterminé, soumises à la même autorité politique souveraine. Avec une majuscule, particulièrement depuis la Révolution française, la communauté, parfois considérée comme une personne juridique, que forment les individus régis par une même constitution.

Sources :

- <https://gallica.bnf.fr/essentiels/repere/contrat-social>

- *Les politiques de cohésion sociale (rapport conjoint de la Direction générale de la cohésion sociale et du Centre d'analyse stratégique - Février 2013 -)* Sites [www.social-sante.gouv.fr](http://www.social-sante.gouv.fr) et [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

- *Théorie et pratique du collectivisme oligarchique*- J.B.E. Goldstein

- *Espace social et classes sociales chez Pierre Bourdieu* Par Rémi Lenoir - <https://shs.cairn.info/revue-societes-et-representations-2004-1-page-385?lang=fr#s1n5>